

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 10 – 9 mars 2023

En bref

Le Maire de la capitale équatorienne, Pabel Muñoz, espère pouvoir investir 6 Mds USD dans le développement de Quito. Le plan de travail de l'élu s'établit autour de différents axes : les investissements dans les infrastructures et équipements de sécurité ; la mobilité durable (notamment l'électricité) ; les espaces publics et sportifs ; les questions environnementales (notamment le traitement de l'eau). Pour atteindre ces ambitions, la municipalité prévoit de consulter le secteur privé pour faciliter les investissements. Par exemple, une délivrance plus rapide de permis de construire est prévue, ainsi que – plus généralement – l'amélioration du climat des affaires et de l'efficacité des procédures.

LE CHIFFRE À RETENIR

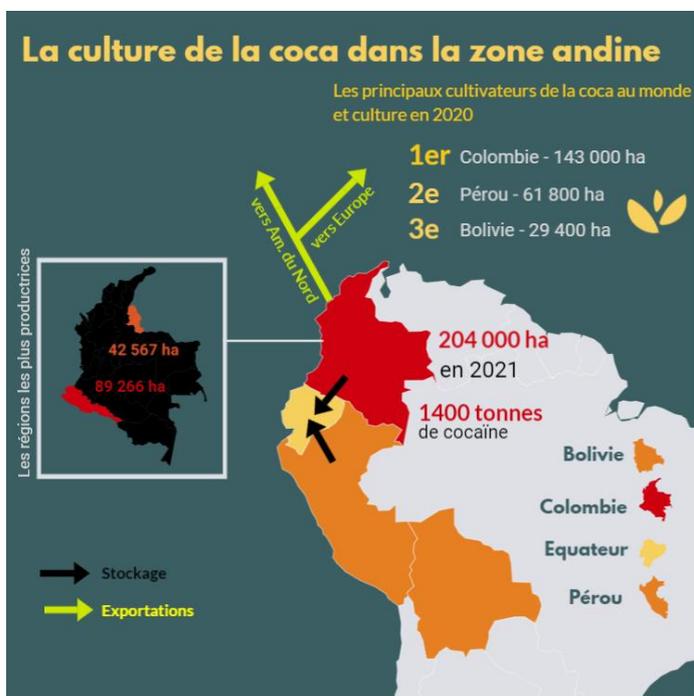
6 Mds USD

C'est l'objectif d'investissement que souhaite atteindre le Maire élu de Quito, Equateur.

Zoom sur : La culture des feuilles de coca dans la région andine.

La Colombie, le Pérou et la Bolivie dominent la production de cocaïne, selon le [rapport préliminaire de 2022](#) de l'Organe International de Contrôle de Stupéfiants (OICS), le bureau de l'ONU chargé d'examiner le respect des traités sur les drogues.

Dans son rapport, l'OICS met en garde contre une augmentation du trafic de cocaïne en Amérique du Sud. Il est estimé que les cultures illicites de feuilles de coca ont grandement augmenté en Colombie, Bolivie et au Pérou. Bien que ces cultures soient passées de 156 500 ha en 2015 à 234 000 ha en 2020 (+49,6 %), la production de cocaïne aurait doublé passant de 977 tonnes à 1 982 tonnes, une production record. En 2020, la Colombie, premier producteur mondial, comptait à elle seule 143 000 ha de feuilles de coca, dominant nettement le Pérou (61 800 ha) et de la Bolivie (29 400 ha). En 2021, la Colombie reste le premier pays avec le plus de cultures illicites (204 000 ha, +42,7 % g.a.) aboutissant à une production de cocaïne estimée autour de 1 400 tonnes. Toutefois, la Colombie s'efforce à contrôler l'augmentation des cultures en menant et en améliorant ses politiques publiques antidrogues. Le rapport rappelle le lien étroit entre le trafic de la cocaïne et les autres activités illégales, les intérêts des trafiquants qui se développent dans la région amazonienne et notamment au Pérou. Les productions de cocaïne de Colombie et du Pérou sont stockées en Equateur avant de traverser à nouveau la Colombie pour être transportée majoritairement vers l'Europe, l'Amérique centrale et l'Amérique du Nord.



BOLIVIE

Les obligations souveraines boliviennes atteignent leur plus bas niveau en raison de la chute de ses réserves de Dollars étatsuniens.

Les prix de ventes des obligations souveraines boliviennes sur le marché secondaire continuent de chuter à mesure que le pays épuise ses réserves de Dollars étatsunien (USD). Les obligations les plus liquides du pays, arrivant à échéance en 2028, ont atteint leur plus bas niveau depuis leur vente en 2017 et se négocient à environ 70 centimes pour un Dollar. Cette situation est due à la baisse régulière des réserves internationales de la Bolivie depuis sept ans et l'atteinte de niveaux jugés inquiétants, combinée à un déficit fiscal élevé, un taux de change fixe et un accès à l'USD remis en question. Les obligations ont généré des pertes d'environ 7 % cette année, enregistrant le troisième pire rendement des marchés émergents, après l'Équateur et l'Ukraine, selon l'indice *Bloomberg*.

La Bolivie va explorer cinq nouveaux salars riches en lithium dans le département de Potosí.

La compagnie d'État bolivienne *Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB)* a annoncé qu'elle explorerait cinq nouveaux salars dans le département de Potosí au second semestre 2023 pour ajouter des ressources en lithium à ses projets d'industrialisation. Les cinq salars ont été identifiés comme ayant des concentrations élevées de métal et pourraient être considérés comme des gisements de lithium. *YLB* a indiqué qu'en deux ans

d'administration du président Luis Arce, *YLB* avait exploré et foré 65 puits dans les salars de Coipasa (Oruro) et Pastos Grandes (Potosí) afin de quantifier et d'augmenter les ressources en lithium, dont les résultats seront rendus publics dans les mois à venir.

COLOMBIE

Les banques et fonds de capitaux étrangers réduisent drastiquement leur détention en titres de dette publique colombiens.

En février, les banques commerciales ont vendu des titres de dette publique à hauteur d'environ 1,2 Md USD, ce qui représente la deuxième baisse la plus importante enregistrée. Au total, les banques commerciales ont retiré de leur portefeuille l'équivalent de 1,6 Md USD de titres en unité de valeur réelle (arrivés à échéance le 23 février) et ont acheté 332,8 M USD de titres à taux fixes. Les fonds de capitaux étrangers ont également vendu près de 873 M USD de titres de dette publique, ce qui représente leur plus grosse vente jamais enregistrée. En revanche, les fonds de pension ont enregistré les plus grandes acquisitions de titres de dette publique (+615,3 M USD), suivis par le Ministère des Finances et du Crédit Public (+292,9 M USD).



En février, l'inflation mensuelle baisse, mais l'inflation annuelle reste très élevée, à 13,3 %.

Malgré la légère baisse de l'inflation en février à 1,66 % (vs. 1,74 % en janvier), l'inflation annuelle reste élevée (13,28 %, +5 pts% g.a.). Pour mémoire, la cible de la politique monétaire colombienne est de 3% ± 1 pt. Le Gouvernement s'est toutefois montré optimiste quant à la diminution du taux. Alors que l'inflation a progressé de +36 points de base (pdb) dans le secteur des services, l'inflation alimentaire continue de ralentir en février, s'établissant à 24,1% (-206 pdb g.m.). Cette diminution est fortement impactée par la baisse de l'inflation sur les denrées périssables (-576 pdb).

En janvier, les exportations du pays ont baissé de 2,8 % en glissement annuel.

Les ventes extérieures de la Colombie ont atteint 3,7 Mds USD en janvier (-2,8 % g.a.), selon le DANE. Les exportations issues de l'industrie extractive ont représenté 54,6 % du total des exportations (-4,5 % par rapport à janvier 2022). Cela s'explique principalement par la diminution des ventes de pétrole (-17,4 % g.a.). De même, les exportations de produits agricoles, d'aliments et boissons ont représenté 19,9 % (-9,9 % g.a.). En janvier, les principales destinations des exportations colombiennes ont été les Etats-Unis (22,9 %), le Panama (9,9 %) et la Chine (7,2 %).

La Colombie est le 2^{ème} producteur mondial d'avocats.

En 2022, la Colombie a exporté des légumineuses et fruits comme l'avocat pour une valeur de plus de 1,6 M USD FoB (*free on board*),

selon l'institut statistique national (DANE). En 2021 le pays a cultivé 970 K tonnes d'avocats (deux fois plus que le record de 2017), ce qui représente « presque autant que toute l'Asie ou l'Afrique », selon le *Forum Economique Mondial (FEM)*. Le Mexique est le seul pays à dépasser la Colombie en production d'avocats. L'Amérique latine réunit à elle seule les ¾ de la production mondiale.

EQUATEUR

Le Gouvernement augmente les dépenses sociales, creusant les prévisions de déficit budgétaire pour 2023.

Le déficit budgétaire de 2023 devrait s'établir à 2,6 Mds USD, en raison de l'augmentation des dépenses sociales et des investissements dans les travaux publics. Le Ministre de l'Economie, Pablo Arosemena, a annoncé qu'environ 2 Mds USD supplémentaires seront alloués dans le budget en dépenses sociales (éducation, santé, inclusion économique, etc.) et que 600 M USD supplémentaires seront destinés aux travaux publics, notamment aux routes. Selon le Ministre, la conclusion réussie fin 2022 du programme EFF signé avec le FMI devrait permettre au Gouvernement de lever davantage de ressources auprès des organisations multilatérales des taux d'intérêts bonifiés (2-3 %) alors que l'instabilité politique impactant le risque pays rend l'émission d'obligations sur les marchés beaucoup trop onéreuse (>16 % d'intérêt).



Le Gouvernement ambitionne d'atteindre 13 Mds USD d'investissements pour le secteur de l'électricité.

Le Gouvernement ambitionne d'obtenir plus de 13 Mds USD d'investissements pour assurer l'approvisionnement de la demande future en électricité du pays. Ces investissements devraient être réalisés d'ici 2027. 50 % de l'investissement prévu est destiné à de nouveaux projets de production d'électricité avec une priorité donnée aux centrales hydroélectriques et aux énergies renouvelables. Les constructions de six projets de production d'électricité, nécessitant 2,2 Mds USD d'investissements, devraient débuter en 2023 et 2024: le projet éolien *Villonaco III* (181 M USD); les projets solaires *Conolophus* (63 M USD) et *Aromo* (144 M USD); le bloc d'énergies renouvelables non-conventionnelles (875 M USD); le projet thermoélectrique de Bloc à cycle combiné (600 M USD); et la ligne d'interconnexion du Nord-Est pour fournir l'électricité au camps pétrolifères (332 M USD). Ces projets généreront 1 224 MW d'électricité supplémentaire.

L'entreprise française *Chevignon* se lance dans le e-commerce et ouvrira un nouveau magasin à Quito.

La marque de vêtements française *Chevignon* a lancé son site web pour la vente de ses produits en ligne en Equateur. Cette décision répond à une demande croissante: le commerce électronique a enregistré une hausse de +16 % en 2022, selon l'étude *Mapping the E-Commerce Ecosystem*. En outre, cette tendance, qui touche particulièrement le secteur de la mode, devrait s'accroître et

atteindre >6,1 Mds USD en 2025. La marque compte ainsi étendre l'accessibilité à d'autres provinces d'Equateur et s'attend à ce que 20 % des ventes se fassent via les canaux numériques. Au-delà, *Chevignon* prévoit d'ouvrir un nouveau magasin à Quito en 2023, s'ajoutant aux sept autres boutiques réparties dans les villes de Quito, Guayaquil, Cuenca et Manta.

GUYANA

Trois prêts ont été accordés par la BID, pour 222 M USD au total.

Le Ministre des Finances guyanien a signé trois prêts avec la *Banque Interaméricaine de Développement (BID)* pour accélérer le développement du pays. Ces prêts concernent un programme de soutien au développement d'infrastructures routières résilientes au changement climatique (117 M USD), le renforcement du réseau de soins de santé (97 M USD) et la reformulation et l'apport de financement à l'opération « *Enhancing the National Quality Infrastructure for Competitiveness* » (8 M USD).

La Chambre du Commerce et d'Industrie de Georgetown déplore la pénurie d'USD dans l'économie nationale.

La Chambre du Commerce et d'Industrie de Georgetown (GCCCI) reproche à la Banque centrale le manque d'action pour améliorer l'accès au financement des entreprises locales et remédier à la pénurie en devises étrangères dans le pays. Le Gouverneur de la Banque centrale a réagi, critiquant la prise de position de la Chambre de commerce: « il n'y a pas de



pénurie en devise étatsunienne. Tout le monde en a suffisamment ».

Le NRF a reçu un apport de 82,2 M USD en février.

Le *Natural Resource Fund* (NRF) – fonds souverain recevant l’intégralité des recettes publiques liées à l’exploitation pétrolière – a reçu en février le premier paiement de recettes pétrolières : 82,2 M USD. 16 autres versements sont attendus en 2023. Le Gouvernement guyanien a retiré 200 M USD du fonds dans le cadre des statuts du NRF, qui régit mathématiquement les retraits possibles. Ce retrait a été consacré au financement des dépenses liées aux priorités nationales de développement. L’Assemblée nationale a autorisé un retrait d’1 Md USD de soutien au budget en 2023. Le NRF clôture février avec près de 1,4 Md USD.

PEROU

China Southern Power Grid travaille sur une offre de 3 Mds USD pour acquérir les actifs d'Enel au Pérou.

Dans le cadre de la vente de ses actifs au Pérou, *Enel* a reçu une offre de 3 Mds USD de la part du géant *China Southern Power Grid* afin d’acquérir ses activités de distribution d’électricité au Pérou. Cette acquisition serait l’une des plus importantes opérations transfrontalières d’un acheteur chinois cette année et permettrait au groupe chinois de renforcer sa présence en Amérique latine après l’acquisition de l’entreprise chilienne *Transec SA* en 2018. *China Southern Power*

Grid mène actuellement une procédure de *due diligence* à l’égard d’*Enel*.

Quellaveco apporte 15 % à la production nationale de cuivre, selon le président de la Banque centrale.

Lors de la plus grande convention minière du monde, *PDAC 2023*, Julio Velarde, Gouverneur de la Banque centrale de réserves du Pérou (BCRP), a souligné que Quellaveco, le plus grand investissement minier au Pérou, permet une hausse de la production nationale de cuivre de 15%. Malgré cela, il estime que l’industrie minière n’a pas contribué autant que prévu à la croissance en raison des blocages. En cas de normalisation de la production minière, le secteur primaire pourrait croître de 6,6 % cette année, ce qui appuierait fortement la reprise économique du pays.

SURINAME

Huitième réforme de la loi sur les dettes publiques.

L’Assemblée nationale a voté une huitième réforme de la loi sur les dettes publiques, visant à canaliser la gestion des dettes, à promouvoir la transparence dans leur traitement par le Gouvernement et à ramener le ratio de dette publique / PIB à 60 % en 13 ans. Avec cette modification, seul le Ministre des Finances et de la Planification est en droit de contracter des prêts. Par ailleurs, la règle d’endettement peut être mise en pause en cas de récession ou d’état d’urgence, avec une remise en place de la règle dans un délai de trois ans.

VENEZUELA

L'inflation mensuelle en février atteint 20,2 %, selon l'OVF.

En février, le taux d'inflation mensuel a atteint 20,2 % (-19,2 pts% par rapport à janvier), selon l'*Observatoire vénézuélien des finances* (OVF). Ce taux s'établit à 537,7 % en glissement annuel. Étant donné que le Bolivar (VES) s'est déprécié de 11 % par rapport au Dollar Étatsunien (USD) sur la même période, l'OVF juge le taux d'inflation excessif relatif à la dépréciation. L'organisme indépendant souligne que la Banque centrale a réalisé des interventions pour un montant de 420 M USD en février, soit le montant mensuel le plus élevé depuis le début du nouveau système de change en 2019. Les secteurs ayant connu les plus fortes hausses sont : les services (156,3 %), la santé (15,8 %), l'équipement ménager (15,1 %), l'habillement et les chaussures (13,5 %), les transports (12,2 %) et l'alimentation (12,0 %).

La compagnie aérienne panaméenne *Copa Holdings SA* prévoit d'augmenter ses vols vers le Venezuela.

Le directeur général de *Copa* au Venezuela, Roberto Pulido, a déclaré que, suite à l'amélioration des relations entre le Venezuela et la Colombie, la compagnie a pour objectif d'ajouter huit nouveaux vols aux 35 vols hebdomadaires existants. Ces vols devraient relier Caracas et trois autres villes à la Ville de Panama. D'autres transporteurs, dont **Turkish Airlines** et l'espagnol **Iberia**, augmentent leurs activités dans le pays, qui enregistre une croissance économique modérée après une décennie de chute du PIB.

Le Bolivar s'est déprécié de 38,8 % par rapport au Dollar étatsunien (USD) sur les deux premiers mois de 2023.

La dépréciation du VER par rapport à l'USD a été de 38,8 % entre début janvier et fin février, selon le taux de change publié par la Banque centrale du Venezuela. Toutefois, les multiples et fortes interventions de la Banque centrale ont permis de limiter la dépréciation à un chiffre en février. Cette dépréciation persiste et continue de favoriser la dollarisation de l'économie. Le pouvoir d'achat des vénézuéliens s'en retrouve très fortement impacté.

Les exportations de pétrole ont chuté de 8 % en février, atteignant son plus bas niveau depuis mi-2022.

A la suite des révisions de contrats ordonnées par le nouveau président de la compagnie publique *PDVSA*, Pedro Tellechea, des retards significatifs ont limité les exportations en janvier. L'entreprise a suspendu les contrats d'exportations de pétrole brut et raffiné dans le cadre de la réalisation d'audits, empêchant le départ avant le paiement des cargaisons. Cette décision a limité les exportations aux entreprises *Cubametales* (CUB), *Naftiran Intertrade Company* (IRN) et à *Chevron* (USA) et *Eni* (ITA). En février, les ventes extérieures de *PDVSA* et de ses coentreprises se sont établies, en moyenne, à 555 250 bpj de brut et de carburant (-8 % g.m.), le chiffre le plus bas depuis mi-2022.



Une reprise soutenue de l'intermédiation bancaire.

En janvier 2023, les prêts ont représenté 48,9 % des revenus totaux du système bancaire, soit la proportion la plus élevée depuis février 2021 (+59,8% g.m., +239,6 % g.a.). Ces résultats ne signifient pas que le crédit soit revenu à des proportions adéquates tant en termes d'accès que de couverture, mais ils représentent une accélération de la capacité de financement du système bancaire. Cette tendance devrait se maintenir en 2023, selon les estimations de *Aristimuño Herrera & Asociados*. L'intermédiation financière (la part des financements apportés par les agents financiers – notamment les banques – dans le total des financements aux agents non-financiers) a fortement augmenté, passant à 30,7 % en janvier 2023 (vs. 13,4 % en janvier 2022). Le portefeuille de prêts équivaut à 774 M USD, restant largement insuffisant pour couvrir la demande de financement (estimée à plus de 10 Mds USD pour les seuls secteurs industriels et agricoles).

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international